

Idées

L'élargissement, un outil pour l'UE, une perspective pour nos voisins

Le Monde.fr | 16.03.2012 à 10h21 • Mis à jour le 16.03.2012 à 18h40

Par Sami Andoura, chercheur senior à Notre Europe



Lancée par six pays fondateurs soucieux de réconciliation, la construction européenne a eu depuis ses origines vocation à s'ouvrir à ses voisins. Les dictatures s'étant effondrées au Sud et le rideau de fer étant tombé à l'Est, l'UE s'est élargie en deux décennies à une bonne partie du continent européen. Cette stratégie d'élargissement s'est avérée un formidable instrument de politique étrangère, permettant à l'UE de contribuer à la stabilité politique et au développement économique des pays voisins. Elle a aussi permis de constituer un espace économique et politique de plus de 500 millions de citoyens, avec les bénéfices qui en découlent en termes de pouvoir d'achat et sur le plan diplomatique. Elle ne fait pas obstacle à l'approfondissement des politiques européennes, qui peut être mis en œuvre au niveau de l'UE ou, le cas échéant, dans un cadre plus restreint (comme on l'a vu en matière de gouvernance économique).

L'élargissement de 2004 a cependant influencé la perception actuelle de l'avenir des relations entre l'UE et ses voisins : d'une part parce qu'il a conduit à intégrer des pays dont le niveau de richesse était très inférieur à la moyenne européenne ; d'autre part parce qu'en portant le nombre des états membres à 25 (27 en 2007), il a rendu l'UE plus hétérogène et plus complexe à gouverner. La tentation existe dès lors dans l'opinion publique et chez des responsables politiques d'imputer à tort aux dernières

adhésions les déboires de l'UE, mais aussi les difficultés de leurs pays - tentation avivée en temps de crise.

Cette perception négative de l'élargissement est loin d'être unanimement partagée au sein de l'UE, comme le montre la dernière enquête "*eurobaromètre*" sur le sujet. Les opinions publiques demeurent favorables à l'élargissement dans une bonne moitié des états membres, cette position étant plus marquée en Europe centrale, mais aussi chez certains anciens états membres, comme la Suède. Cette enquête indique que le soutien à l'élargissement a globalement décru entre 2008 et 2010, mais qu'il a progressé dans la dernière période. Elle précise que, si le durcissement des opinions publiques est sensible dans les pays durement touchés par la crise, comme l'Irlande et la Grèce, il peut aussi intervenir dans des pays plus épargnés, comme la Finlande. Au total, il n'est pas certain que les derniers développements de la crise aient profondément modifié les positions des citoyens et des Etats : elle a en effet conduit à la mise en cause des dérèglements du système financier international, tandis que les principales craintes exprimées en termes de concurrence des pays à bas salaires portent plutôt sur des pays extra-européens, comme la Chine.

La stratégie d'élargissement reste donc d'actualité, ne serait-ce que parce que nombre de pays voisins aspirent toujours à rejoindre l'UE, qui demeure un modèle de partage de souveraineté et de solidarité économique et politique attractif. Cette stratégie n'est sans doute pas parfaite et mériterait d'être adaptée, notamment s'agissant d'un contrôle plus strict du respect par les pays entrants des conditions liées à leur adhésion ou d'une prise en charge européenne plus affirmée des victimes des "*délocalisations*" qui pourraient en découler. En tout état de cause, la stratégie d'élargissement s'inscrit dans le moyen terme (les négociations d'adhésion peuvent durer 10 ans) et doit donc être infléchie ou revue pour des raisons structurelles, et non conjoncturelles.

Sur cette base, l'UE se doit d'ouvrir une perspective d'adhésion aux pays des Balkans occidentaux qui respectent les conditions préalables et qui réalisent les progrès exigés, comme c'est le cas de la Serbie. Il en va de même pour l'Islande, qui devrait intégrer l'UE sans trop de difficultés. L'avenir de la Turquie continue de diviser les Européens, sa vocation ou non à intégrer l'UE rejaillissant négativement sur la perception générale de l'élargissement. Les négociations d'adhésion, ouvertes conformément à la volonté de l'ensemble des états membres, doivent être poursuivies sans en limiter l'ambition ni préjuger de la suite, à condition que la Turquie progresse dans ses réformes. Le défi à court terme est de faire "*entrer l'Europe en Turquie*", et non l'inverse.

L'élargissement doit enfin être perçu dans le cadre d'une stratégie globale couvrant l'ensemble des voisins de l'UE, qui n'ont pas tous vocation à la rejoindre - l'important étant de clarifier leur statut afin d'identifier les "*nouvelles frontières*" de l'UE. Le printemps arabe offre une opportunité historique de renforcer un autre pilier de l'action extérieure de l'UE, à savoir sa "*politique de voisinage*", au sud comme à l'est. Elargissement ou non, il est de l'intérêt vital de l'UE de fonder ses relations avec tous ses voisins sur un socle commun d'interdépendances et de valeurs partagées, et de constituer ainsi un véritable pôle d'influence au niveau international.

Sami Andoura, chercheur senior à Notre Europe